

NOVATECH INDUSTRIES

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2025

Grant Thornton

SAS d'Expertise Comptable et de
Commissariat aux Comptes
Parc Edonia - Bâtiment G Rue de la
Terre Victoria - CS 26822 35760 Saint-
Grégoire Cedex

Baker Tilly Strego

Commissariat aux Comptes
Boulevard René Fily
CS 60001 Saint Martin des Champs
29673 Morlaix Cedex

NOVATECH INDUSTRIES

société anonyme

1 RUE PAUL SABATIER

22300 LANNION

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de la société NOVATECH INDUSTRIES

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société NOVATECH INDUSTRIES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note "Principes comptables - méthodes d'évaluation" de l'annexe des comptes consolidés qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application du règlement ANC n°2022-06.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDES

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Le 10 juin 2026 à Saint-Grégoire

Les commissaires aux comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant
Thornton International

Baker Tilly Strego

Stéphane Bougreau,
Associé

Arnaud Moyon,
Associé

**GROUPE NOVATECH
INDUSTRIES
COMPTES CONSOLIDES
AU 31 DECEMBRE 2025**

SOMMAIRE

GRUPE NOVATECH INDUSTRIES COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2025

1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE.....	14
1.1. Activité du Groupe	14
1.2. Crédit d'Impôt Recherche	15
2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION	15
3. PRINCIPES COMPTABLES – METHODES D'EVALUATION	15
3.1. Méthodes de consolidation.....	16
3.1.1. Ecart d'acquisition	16
3.1.2. Méthodes obligatoires	17
3.2. Méthodes d'évaluation et de présentation	18
3.2.1. Immobilisations incorporelles	18
3.2.2. Immobilisations corporelles.....	18
3.2.3. Stocks et en cours de production.....	18
3.2.4. Créances et dettes	19
3.2.5. Valeurs mobilières de placement	19
3.2.6. Impôts différés	19
3.2.7. Crédit-bail	20
3.2.8. Provisions.....	20
3.2.9. Indemnités de départ à la retraite	20
3.2.10. Résultat par action	22
3.2.11. Effets escomptés non échus.....	22
3.2.12. Subventions d'investissement.....	22
3.2.13. Résultat exceptionnel	22
4. NOTES SUR LE BILAN	23
4.1. Immobilisations incorporelles	23
4.2. Immobilisations corporelles.....	24
4.3. Immobilisations financières.....	26
4.4. Stocks et en cours de production	26
4.5. Dépréciations des actifs	27
4.6. Créances clients	27
4.7. Détail des autres créances	28
4.8. Valeurs mobilières de placements.....	28
4.9. Etat des échéances des créances	28
4.10. Capitaux propres.....	29
4.11. Analyse de la variation des intérêts minoritaires	30
4.12. Résultat net par action	30
4.13. Provisions	30

4.14 Dettes financières	31
4.15 Etat des échéances des dettes.....	32
4.16 Dettes fiscales et sociales	32
4.17 Autres dettes.....	33

5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT33

5.1. Chiffre d’Affaires	33
5.2. Autres produits d’exploitation.....	34
5.3. Achats et charges externes	34
5.4. Frais de personnel.....	34
5.5. Dotations aux amortissements et aux provisions	35
5.6. Analyse du résultat financier	35
5.7. Analyse du résultat exceptionnel	35
5.8. Impôts	36

6. AUTRES INFORMATIONS37

6.1. Informations par zones géographiques.....	37
6.2. Risques de taux et de change.....	37
6.3. Engagements hors bilan	37
6.4. Rémunération des organes de direction	38
6.5. Honoraires des Commissaires aux Comptes	38
6.6. Effectifs.....	38

BILAN

BILAN ACTIF

En Euros	31/12/2025 (12 mois)			31/12/2024 (12 mois)
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF				
Immobilisations incorporelles	1 154 146	1 094 747	59 399	73 277
Frais de développement				
Concessions, brevets	1 154 146	1 094 747	59 399	73 277
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				-
Immobilisations corporelles	15 996 621	12 232 745	3 763 875	3 673 507
Terrains	195 660	-	195 660	195 660
Constructions	1 567 905	1 161 227	406 678	433 517
Installations techniques, matériels	12 393 098	9 440 566	2 952 532	2 753 105
Autres immobilisations corporelles	1 818 696	1 630 952	187 743	291 225
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	21 262	-	21 262	-
Immobilisations financières	1 212 614	-	1 212 614	1 211 267
Titres de participations				
Titres des sociétés M.E.				
Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	150	-	150	150
Prêts	799 178	-	799 178	745 922
Autres immobilisations financières	413 286	-	413 286	465 195
			-	
TOTAL I	18 363 381	13 327 492	5 035 888	4 958 051
Stocks et en-cours	27 544 432	2 060 002	25 484 430	35 750 404
Stock de matières premières	20 089 981	2 047 505	18 042 476	26 209 725
En cours de production	6 629 890	-	6 629 890	8 485 665
Produits finis	824 561	12 497	812 064	1 055 014
Marchandises	-	-	-	-
Créances	11 440 986	609 844	10 831 142	12 296 841
Avances et acomptes versés sur commandes	667 438	-	667 438	1 090 437
Clients et comptes rattachés	5 757 562	609 844	5 147 718	5 233 518
Actifs d'impôts différés	348 559	-	348 559	348 559
Autres créances	4 448 146	-	4 448 146	5 445 323
Charges constatées d'avance	219 281	-	219 281	179 004
Disponibilités	9 543 491	-	9 543 491	6 003 872
Valeurs mobilières de placement	39 999	-	39 999	39 999
Disponibilités	9 503 492	-	9 503 492	5 963 873
TOTAL II	48 528 909	2 669 846	45 859 063	54 051 117
Ecarts de conversion actif	-	-	-	-
Frais d'émission des emprunts	-	-	-	-
Primes de remboursement des obligations	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	66 892 290	15 997 338	50 894 951	59 009 168

PASSIF En Euros	31-déc-25 (12 mois)	31-déc-24 (12 mois)
Capital	2 020 884	2 020 884
Primes d'émission, de fusion		
Écart de réévaluation du groupe		
Réserve légale	202 088	202 088
Réserves statutaires		
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 082 284	837 200
Réserves groupe	7 044 499	6 986 244
Ecarts de conversion du groupe		
Report à nouveau		
Résultat du groupe	- 1 116 350	303 340
Subventions d'investissement	195 205	236 274
Provisions Règlementées		
Titres en autocontrôle		
CAPITAUX PART DU GROUPE	9 428 610	10 586 030
Intérêts hors groupe	983 357	971 964
Résultat hors groupe	- 126 892	11 392
Intérêts minoritaires	856 465	983 356
Provisions pour risques	271 439	147 033
Provisions pour charges	1 262 861	1 200 720
Provisions	1 534 300	1 347 753
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 153 346	3 552 596
Emprunts et dettes financières divers	-	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	16 459 403	25 191 381
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 436 106	13 435 966
Dettes fiscales et sociales	3 731 796	3 384 003
Dettes sur immobilisations	6 662	6 957
Autres dettes	4 241 163	22 962
Passif d'impôts différés	-	-
Produits constatés d'avance	1 047 100	498 163
Dettes et régularisations	39 075 576	46 092 028
TOTAL PASSIF	50 894 951	59 009 166

COMPTE DE RÉSULTAT

COMPTE DE RÉSULTAT première partie

RUBRIQUES	31-déc-25 (12 mois)	31-déc-24 (12 mois)
Ventes de marchandises		-
Production vendue de biens France	63 120 057	56 476 829
Production vendue de biens Export	2 351 092	2 169 273
Production vendue de services France	3 942 181	4 719 830
Production vendue de services Export	31 417	24 929
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	69 444 747	63 390 862
Production stockée	- 2 095 975	2 124 959
Production immobilisée		-
Subventions	- 163 726	-
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	81 319	230 354
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
Autres produits	361 705	24 395
PRODUITS D'EXPLOITATION	67 628 071	65 770 570
Achats de matières premières	36 311 822	39 320 938
Variation de stocks	7 860 988	1 492 978
Achats Consommés	44 172 810	40 813 916
Autres achats et charges externes	5 569 218	6 404 589
Impôts, taxes et versements assimilés	578 079	580 343
Salaires	12 342 124	11 970 809
Cotisations sociales	4 013 255	3 800 901
Participations des salariés	-	-
Charges de Personnel	16 355 379	15 771 710
Dotations aux amortissements	1 084 184	1 163 603
Dotations aux provisions	-	-
Dotations Dépréciations sur actif circulant	380 970	187 606
Dotations provisions risques et charges	108 248	23 495
Dotations Amortissements, Dépréciations, Provisions	1 573 402	1 374 704
Autres charges	344 862	168 649
CHARGES D'EXPLOITATION	68 593 750	65 113 911
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT DOTATIONS AMORTISSEMENTS ECARTS ACQUISITION	- 965 679	656 659
Dotations amortissements écarts d'acquisition	-	-
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES DOTATIONS AMORTISSEMENTS ECARTS ACQUISITION	- 965 679	656 659

COMPTE DE RÉSULTAT deuxième partie

RUBRIQUES	31-déc-25 (12 mois)	31-déc-24 (12 mois)
Produits financiers de participations		-
Produits des autres valeurs mobilières		-
Autres intérêts et produits assimilés	10 772	9 203
Reprises provisions, transferts charges		-
Différences positives de change		-
Produits nets/cessions valeurs mobilières		-
Ecart de conversion		-
Produits financiers	10 772	9 203
Dotations financières, amortissements, provisions		-
Intérêts et charges assimilées	162 901	268 884
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes/cessions valeurs mobilières		-
Charges financières	162 901	268 884
Résultat Financier	- 152 129	- 259 681
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	- 1 117 808	396 978
Produits Exceptionnels	-	71 308
Charges Exceptionnelles	125 434	146 914
Résultat Exceptionnel	- 125 434	- 75 606
Impôts dus sur les bénéfices	-	22 644
Impôts différés sur les bénéfices	-	16 004
Résultat des sociétés intégrées	- 1 243 242	314 732
Quote-part dans le résultat des sociétés Mise en équivalence		
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDE	- 1 243 242	314 732
Intérêts minoritaires	- 126 892	11 392
Résultat groupe	- 1 116 350	303 340

ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDÉS

Bilan consolidé – Groupe Novatech

ACTIF				31-déc-25	31-déc-24
(en milliers d'€uros)	Notes	Brut	Amort./Dépréciations	12 mois Net	12 mois Net
Immobilisations incorporelles	4.1	1 154	1 095	59	73
<i>Dont écarts d'acquisition</i>				-	
Immobilisations corporelles	4.2	15 997	12 233	3 764	3 674
Immobilisations financières	4.3	1 213	-	1 213	1 211
Actif immobilisé		18 364	13 328	5 036	4 958
Stocks et encours	4.4	27 544	2 060	25 484	35 750
Clients et comptes rattachés	4.6	5 758	610	5 148	5 234
Autres créances et comptes de régularisation	4.7	5 683	-	5 683	7 063
Valeurs mobilières de placement	4.8	40	-	40	40
Disponibilités		9 503	-	9 503	5 964
Actif circulant		48 528	2 670	45 858	54 051
TOTAL DE L'ACTIF		66 892	15 998	50 894	59 009

PASSIF	Notes	31-déc-25	31-déc-24
(en milliers d'€uros)		12 mois	12 mois
Capital		2 021	2 021
Primes			
Réserves et Résultat consolidés		7 213	8 329
Autres		195	236
Capitaux propres (Part du Groupe)	4.10	9 429	10 586
Intérêts minoritaires	4.11	856	983
Fonds non remboursables		-	-
Avances conditionnées		-	-
Droit du concédant		-	-
Provisions	4.13	1 534	1 348
Emprunts et dettes financières	4.14	2 153	3 553
Fournisseurs et comptes rattachés	4.15	11 436	13 436
Autres Dettes et comptes de régularisation	4.16	25 486	29 103
TOTAL DU PASSIF		50 894	59 009

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'€uros)	Notes	31/12/2025 12 mois	31/12/2024 12 mois
Chiffre d'affaires	5.1	69 445	63 391
Autres produits d'exploitation	5.2	-1 817	2 380
Achats Consommés	5.3	44 173	40 814
Charges de personnel	5.4	16 355	15 772
Autres charges d'exploitation		5 914	6 573
Impôts et taxes		579	580
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	5.5	1 573	1 375
Résultat d'exploitation avant dotations amortissements écarts acquisition		-966	656
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions liés aux entités intégrées		0	0
Reprises des écarts d'acquisitions liés aux entités intégrées			
Résultat d'exploitation avant dotations amortissements écarts acquisition.		-966	656
Charges et Produits Financiers	5.6	-152	-260
Charges et Produits exceptionnels	5.7	-125	-76
Impôts sur les résultats	5.8	0	-7
Résultat net des entreprises intégrées		-1 243	313
Résultat net de l'ensemble consolidé		-1 243	313
Intérêts minoritaires		-127	11
Résultat net part du groupe		-1 116	302
Résultat net par action en Euros		-1,1	0.30

Tableau des flux de trésorerie consolidé

(en milliers d'€uros)	31/12/2025	31/12/2024
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net des sociétés intégrées	-1243	315
Amortissements et provisions	1 618	1 346
Variation des impôts différés	0	-16
Résultat de cessions (net d'impôt)	0	-71
Marge Brute d'autofinancement	375	1 574
Variation du besoin en fonds de roulement	5 765	2 977
Flux net de trésorerie généré par l'activité	6 140	4 551
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Subvention d'Investissement	-41	0
Acquisitions d'immobilisations	-1 214	-1 533
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	0	0
Variation des dettes sur immobilisations		
Incidence des variations de périmètre		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 1 255	- 1 533
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés		
Dépôts et cautionnements versés		
Augmentations de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	769	1 098
Variation fonds de garantie affacturage	52	46
Remboursements d'emprunts	-2 168	-2 457
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-1 347	-1 313
Variation de la trésorerie	3 538	1 705
Trésorerie à l'ouverture	5 964	4 259
Trésorerie à la clôture	9 503	5 964
Variation de la trésorerie	3 539	1 705

Annexe aux comptes consolidés

1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

1.1. Activité du Groupe

L'activité du Groupe a connu en 2025 une croissance sur les marchés de la Défense, mais son activité a diminué dans le secteur industriel.

Novatech Technologies

L'activité de Novatech Technologies a connu une croissance significative pour la troisième année consécutive sur les marchés de l'aéronautique et de la défense.

L'exercice déficitaire est dû à une perte de rentabilité causée par des prix de ventes trop bas sur les principales activités.

Des honoraires de consulting élevés ont aussi alourdis les charges de structure.

La mise en place d'outils de gestion, d'ordonnancement est en cours en fin d'exercice et vont permettre à la société de revenir à un mode de fonctionnement standard.

En accord avec les clients majeurs, un plan de production 2026 a été calibré pour être en adéquation avec notre capacité de production.

Le budget 2026 a été établi sur ce plan de production.

Novatech Industries

L'activité de Novatech Industries en recul au cours de l'exercice, a toutefois permis d'atteindre l'équilibre des comptes.

La stratégie d'abandon des activités de fabrication de produits en grande quantité et le développement de fabrication plus complexes ont été privilégiées en 2025.

Cela a été notamment le cas des produits sous-traités par Novatech Technologies afin d'accroître sa capacité de production dans les domaines de l'aéronautique et de la défense.

L'obtention des certifications EN 9100 et ISO 13485 au cours de l'exercice est dans la continuité du plan de progrès mis en place lors de l'exercice précédent.

Novatech Industrie s'engage ainsi pour les années qui viennent vers une croissance rentable et pérenne.

1.2. Crédit d'Impôt Recherche

Le groupe n'a pas déposé au cours de l'exercice 2025 de Crédit d'Impôt Recherche.

2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

SOCIETES	SIEGES	Date d'arrêté	Nature de l'arrêté	N° SIREN	31/12/2025 CONT.	31/12/2025 INT.	31/12/2024 CONT.	31/12/2024 INT.
Société mère : SA NOVATECH INDUSTRIES	Lannion	01/01 - 31/12/25	Comptes annuels au 31/12/2025	415 003 748	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Filiale : SA NOVATECH TECHNOLOGIES	Pont de Buis	01/01 - 31/12/25	Comptes annuels au 31/12/2025	444 527 618	89,92%	89,92%	89,92%	89,92%

L'ensemble des sociétés du groupe est consolidé par la méthode de l'intégration globale.

3. PRINCIPES COMPTABLES – METHODES D'EVALUATION

Les comptes consolidés sont établis et présentés conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France et aux dispositions du règlement de l'Autorité des normes comptables n°2020-01 du 9 octobre 2020 relatif aux comptes consolidés, et appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : coûts historiques, continuité d'exploitation, indépendance des exercices, permanence des méthodes.

Changement de réglementation comptable

La Société NOVATECH INDUSTRIES applique pour la première fois au cours de l'exercice clôturant au 31/12/2025 le règlement ANC n° 2022-06 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général et le règlement ANC n°2024-05.

Ce règlement a introduit plusieurs modifications significatives dans la présentation des comptes annuels et dans les méthodes comptables, notamment :

1. Une nouvelle définition du résultat exceptionnel, désormais limité aux produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel.
2. La suppression de la technique des transferts de charges (compte 79), remplacée par des imputations directes ou l'utilisation de nouveaux comptes dédiés.
3. La modernisation du plan de comptes et des modèles d'états financiers.

En application des dispositions transitoires prévues par le règlement, les données comparatives de l'exercice précédent ont été retraitées et sont présentées selon le nouveau règlement.

Cette situation affecte la comparabilité des exercices sur certains postes du bilan et du compte de résultat, sans toutefois modifier le résultat net ni les capitaux propres

Les comptes consolidés sont présentés en milliers d'euros.

3.1. Méthodes de consolidation

Les comptes des sociétés dans lesquelles la société NOVATECH INDUSTRIES exerce un contrôle exclusif, sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle exclusif par une société résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise ;
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Dans l'intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées à la valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminées selon les règles de consolidation.

Les transactions libellées en devise sont converties aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les créances et dettes en devise sont converties au taux de change de clôture.

3.1.1. Ecart d'acquisition

Lors de la première consolidation d'une entreprise, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif fait l'objet d'une évaluation. Les éléments identifiables sont inscrits à l'actif à leur valeur d'évaluation, si celle-ci est différente de leur valeur dans les livres de la société acquise.

3.1.2. Méthodes obligatoires

Le groupe retient la méthode obligatoire pour le traitement comptable :

- Des contrats de location-financement :

Le groupe comptabilise les contrats de location financement selon les modalités détaillées au paragraphe 3.2.7.

- Des écarts de conversion :

Les transactions libellées en devise sont converties aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les créances et dettes en devise sont converties au taux de change de clôture.

3.1.3. Méthodes dérogatoires

- Des engagements de retraite et assimilés :

Le groupe comptabilise une provision pour la totalité des engagements de retraite et des gratifications d'ancienneté en application de la recommandation n°2003-R01 du 1^{er} avril 2003 du Conseil National de la comptabilité (voir en 3.2.9).

3.2. Méthodes d'évaluation et de présentation

3.2.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont composées exclusivement de logiciels amortis selon la méthode linéaire sur une durée de 2 à 5 ans.

3.2.2. Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à la valeur d'entrée dans le patrimoine, compte tenu des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Les amortissements sont calculés sur la durée attendue des avantages économiques futurs générés des biens en mode linéaire. Les durées d'amortissements moyennes sur le groupe sont :

Nature	Durée
Constructions	20 ans
Matériel et outillage	5 à 10 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Aménagements Agencements	5 à 10 ans
Matériel de bureau Informatique	3 ans
Mobilier de bureau	7 ans

3.2.3. Stocks et en cours de production

Les stocks sont constitués de stocks de composants, d'en-cours de production et de produits finis assemblés.

Les stocks de matières, composants et autres approvisionnements, sont évalués au coût moyen pondéré.

Les produits finis et les en cours de production sont évalués au coût de revient complet.

Une dépréciation est calculée article par article pour ramener leur valeur à une valeur de réalisation effective, si celle-ci est inférieure au prix de revient.

3.2.4. Créances et dettes

Les dettes et créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'un actif est inférieure à sa valeur comptable.

En particulier, pour l'appréciation de la valeur d'inventaire des postes clients, les soldes dus à la clôture font l'objet d'un examen individuel et les dépréciations nécessaires sont constatées s'il apparaît un risque de non-recouvrement.

Les sociétés du groupe ont souscrit un contrat d'assurance-crédit auprès la société CREDENDO. Pour les créances assurées et pour lesquelles il existe un risque de non-recouvrement, la provision se limite au montant de la franchise. Pour les autres créances, le montant de la provision est déterminé au cas par cas en fonction de la meilleure estimation du risque.

Les dettes et créances libellées en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros, calculée en utilisant le taux de change à la date de clôture des comptes.

Pour se prémunir du risque de change, les dettes libellées en devises USD font l'objet d'une couverture de change par le biais d'achat à terme fixe de devises sur le compte bancaire en devises. L'écart de change est ainsi mis en évidence au moment de la couverture sur la base du taux garanti.

3.2.5. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur coût historique d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire, calculée par catégorie de titres, est inférieure à la valeur comptable.

3.2.6. Impôts différés

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé.

L'impôt exigible est constitué :

- du montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés à la date de clôture,
- et de tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales.

Le taux d'impôt différé est de 25 % en 2025.

les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

Lors des exercices précédents, les impôts différés actifs n'étaient constatés qu'à hauteur des passifs, sauf lorsqu'il existe une probabilité de pouvoir récupérer cet impôt sur les sociétés.

Un retour à l'équilibre des sociétés du groupe en 2021 a permis de revoir cette position.

3.2.7. Crédit-bail

Les contrats de location de longue durée qui s'apparentent à un financement sont enregistrés dans les comptes sous la forme d'une immobilisation corporelle et d'un emprunt correspondant.

Les redevances de crédit-bail sont éliminées du compte de résultat et la charge d'amortissement ainsi que la charge du financement lui sont substituées comme si l'entreprise était effectivement propriétaire du bien. Ce retraitement est effectué sur la durée normale d'utilisation du bien financé indépendamment de la durée du contrat de financement conclu.

3.2.8. Provisions

Un passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. A la clôture de l'exercice, un passif est comptabilisé si l'obligation existe à cette date et s'il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la date de clôture.

Si elle satisfait aux conditions de comptabilisation d'un passif, une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Les provisions sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date. Les dispositions relatives à l'évaluation des provisions à leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité s'appliquent à leur évaluation postérieure. Les provisions sont rapportées en totalité au résultat quand les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister, c'est-à-dire soit quand l'entité n'a plus d'obligation, soit quand il n'est plus probable que celle-ci entraînera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente de la part du tiers.

3.2.9. Indemnités de départ à la retraite

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont conformes aux obligations légales et réglementaires en la matière en France.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation prévues par la recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013 du Conseil National de la Comptabilité, en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

La loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 portant réforme des retraites prévoit, d'une part, l'allongement de la durée de cotisation des salariés pour obtenir une retraite à taux plein, et d'autre part, elle modifie les modalités de départ à la retraite.

- L'âge légal de départ à la retraite est porté à 64 ans au lieu de 62 ans et l'augmentation de la durée de cotisation nécessaire pour obtenir une retraite sans décote augmente à 43 annuités (172 trimestres).

L'âge légal de départ à la retraite est déterminé en fonction de l'année de naissance et sera progressivement relevé de 62 à 64 ans :

Année de naissance	Age légal de départ à la retraite
Du 01/04/1957 au 31/08/1961	62 ans
Du 01/09/1961 au 31/12/1961	62 ans et 3 mois
1962	62 ans et 6 mois
1963	62 ans et 9 mois
1964	63 ans
1965	63 ans et 3 mois
1966	63 ans et 6 mois
1967	63 ans et 9 mois
À partir de 1968	64 ans

- Sauf exception, l'employeur ne peut pas mettre à la retraite un salarié avant que celui-ci puisse bénéficier d'une pension à taux plein.

Le calcul de l'indemnité de départ à la retraite est calculé conformément aux modalités fixées dans les avenants du 21 juin 2010 à l'accord national de mensualisation du 10 juillet 1970 et à la convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la métallurgie du 13 mars 1972.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

Hypothèses de calcul de la dette actuarielle des indemnités de fin de carrière (IFC)	31/12/2025	31/12/2024
Taux d'actualisation	3,61% iBoxx Euro Corporates AA 10+	3,40% iBoxx Euro Corporates AA 10+
Taux de croissance des salaires (cadres et non cadres)	2,50%	2,50%
Age de départ	64 ans - non-cadres 66 ans - Cadres	64 ans - non-cadres 66 ans - Cadres
Table de mortalité	Table INSEE TH 19-21 / TF 19-21	Table INSEE TH 19-21 / TF 19-21
Dette à la clôture (en milliers d'€uros)	1 408	1 348

Les charges de retraite sont déterminées à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière, en tenant compte notamment :

- des droits conventionnels en fonction de l'ancienneté acquise par les différentes catégories de personnel ;
- du taux de rotation calculé selon la moyenne des sorties estimées ;
- des salaires et appointements incluant un coefficient de charges sociales patronales en vigueur ;
- d'un taux de revalorisation annuel des salaires ;
- de l'espérance de vie des salariés déterminée à partir de tables statistiques ;
- d'un taux d'actualisation de l'engagement de retraite, revu chaque année.

3.2.10. Résultat par action

Le résultat par action est calculé en tenant compte du nombre d'actions existantes à la clôture de l'exercice.

Aucun instrument financier dilutif ou potentiellement dilutif n'existe à la clôture de l'exercice.

3.2.11. Effets escomptés non échus

Les effets escomptés non échus à la clôture de l'exercice sont retraités pour être comptabilisés au passif en concours bancaires courant. En contrepartie, la créance client est portée à l'actif dans le poste client.

3.2.12. Subventions d'investissement

les subventions d'investissement sont comptabilisées en capitaux propres sans prise en considération de la fiscalité différée : Lors de l'octroi de la subvention, crédit direct dans les capitaux propres, les subventions sont reprises dans le compte de résultat de manière étalée au rythme des amortissements des biens qu'elles permettent de financer.

3.2.13. Résultat exceptionnel

Toutes les opérations résultant de l'exploitation de l'entreprise, qu'elle qu'en soit la fréquence de réalisation ou le montant, sont incluses dans le résultat d'exploitation avant dotations des amortissements des écarts d'acquisition.

Les produits et charges exceptionnels sont les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel.

4. NOTES SUR LE BILAN

4.1. Immobilisations incorporelles

4.1.1 Immobilisations incorporelles – valeurs brutes

4.1.1.1 Exercice précédent

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2024
Progiciels	1 076	57	0	1 133
<i>Dont Crédit-Bail</i>	176	0	0	176
TOTAL	1 076	57	0	1 133

4.1.1.2 Exercice clos le 31 décembre 2025

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2025
Progiciels	1 133	21	0	1 154
<i>Dont Crédit-Bail</i>	176	0	0	176
TOTAL	1 133	21	0	1 154

4.1.2 Immobilisations incorporelles – amortissements

4.1.2.1 Exercice précédent

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2024
Progiciels	1 012	48	0	1 060
<i>Dont Crédit-Bail</i>	176	0	0	176
TOTAL	1 012	48	0	1 060

4.1.2.2 Exercice clos le 31 décembre 2025

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2025
Progiciels	1 060	35	0	1 095
<i>Dont Crédit-Bail</i>	176	0	0	176
TOTAL	1 060	35	0	1 095

4.2. Immobilisations corporelles
4.2.1 Immobilisations corporelles – valeurs brutes
4.2.1.1 Exercice précédent

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2024
Terrains	196	0	0	196
<i>dont crédit-bail</i>	<i>36</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>36</i>
Constructions sur sol propre	1 513	25	0	1538
<i>dont crédit-bail</i>	<i>355</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>355</i>
Installations techniques mat. et out.	10 055	1309	5	11359
<i>dont crédit-bail</i>	<i>2 195</i>	<i>837</i>	<i>0</i>	<i>3032</i>
Autres immobilisations corporelles	1 652	127	2	1777
<i>dont crédit-bail</i>	<i>131</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>131</i>
Immobilisations en cours	25	0	25	0
TOTAL	13 441	1 461	32	14 870

4.2.1.2 Exercice clos le 31 décembre 2025

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2025
Terrains	196	-	-	196
<i>dont crédit-bail</i>	<i>36</i>	-	-	<i>36</i>
Constructions sur sol propre	1 538	30	-	1 568
<i>dont crédit-bail</i>	<i>355</i>	-	-	<i>355</i>
Installations techniques mat. et out.	11 358	1 312	277	12 393
<i>dont crédit-bail</i>	<i>3 032</i>	<i>626</i>	-	<i>3 658</i>
Autres immobilisations corporelles	1 778	54	13	1 819
<i>dont crédit-bail</i>	<i>131</i>	-	-	<i>131</i>
Immobilisations en cours	-	21	-	21
TOTAL	14 870	1 417	290	15 997

4.2.2 Immobilisations corporelles – amortissements
4.2.2.1 Exercice précédent

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2024
Terrains				
<i>dont crédit-bail</i>				
Constructions sur sol propre	1 048	57	0	1105
<i>dont crédit-bail</i>	355	0	0	355
Installations techniques mat. et out.	7 774	836	5	8605
<i>dont crédit-bail</i>	2 195	837	0	3032
Autres immobilisations corporelles	1 265	223	2	1486
<i>dont crédit-bail</i>	131	0	0	131
Immobilisations en cours	0	0	0	0
TOTAL	10 087	1 116	7	11 196

4.2.2.2 Exercice clos le 31 décembre 2025

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2025
Terrains				
<i>dont crédit-bail</i>				
Constructions sur sol propre	1 105	57	0	1162
<i>dont crédit-bail</i>	355	0	0	355
Installations techniques mat. et out.	8 605	835	0	9440
<i>dont crédit-bail</i>	3 032	0	0	3032
Autres immobilisations corporelles	1 486	157	13	1630
<i>dont crédit-bail</i>	131	0	0	131
Immobilisations en cours	0	0	0	0
TOTAL	11 196	1 049	13	12 232

4.3. Immobilisations financières
4.3.1. Exercice précédent

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2024
Autres participations	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières (1)	1 210	511	510	1 211
TOTAL	1 210	511	510	1 211

4.3.2. Exercice clos le 31 décembre 2025

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2025
Autres participations	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières (1)	1 211	464	462	1 212
TOTAL	1 211	464	462	1 212

- (1) La variation du poste « Prêts et autres immobilisations financières » est principalement constituée des mouvements des fonds de garantie d'affacturage et des prêts aux organismes gérant la participation des employeurs à l'effort de construction.

4.4. Stocks et en cours de production

(en milliers d'€uros)	31/12/2025	31/12/2024
Matières Premières	20 090	27 951
En cours de biens	6 471	8 097
En cours de services	159	388
Produits intermédiaires et finis	825	1 065
TOTAL	27 545	37 501

4.5. Dépréciations des actifs

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Au 31/12/2025
Autres immobilisations financières	0	0		0
Matières premières	1741	306	0	2047
En-cours de production	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	10	3	0	13
Clients (1)	569	41	0	610
Autres créances	0	0	0	0
TOTAL	2 320	350	0	2 670

4.6. Créances clients

(en milliers d'€uros)	31/12/2025	31/12/2024
Clients	7 101	10 311
Clients Cession affacturage	- 3 630	- 5 159
Clients Effets à Recevoir	-	-
Clients Douteux (1)	699	650
Clients – Factures à établir	1 588	1
TOTAL	5 758	5 803

- (1) Les comptes clients douteux concernent notamment une créance sur le client BRANDT COOKING d'un montant de 394 983 euros, FALCOM GmbH d'un montant de 214 467 euros.

4.7. Détail des autres créances

(en milliers d'€uros)	31/12/2025	31/12/2024
Créances de TVA	3 412	4 413
Créances sur l'état (Impôt sur les bénéfices)	128	128
Autres créances sur l'Etat	1 572	1 994
Impôts différés	349	349
Autres débiteurs	3	-
Charges constatées d'avance	219	179
TOTAL	5 683	7 063

4.8 Valeurs mobilières de placements

En milliers d'€uros	31/12/2025	Valeur de marché
Autres titres Sicav – FCP	40	42
Autres titres Actions		
TOTAL	40	42

4.9 Etat des échéances des créances

(en milliers d'€uros)	Total	A 1 an au plus	A plus d'un an
Autres immobilisations financières	1 212	59	1154
Créances clients	5 758	5 758	0
Autres créances	4 667	4 667	0
Fiscalité différée active	349	349	0
TOTAL	11 986	10 833	1 154

4.10 Capitaux propres

Le capital social s'élève à 2 020 884 euros au 31 décembre 2025 et se compose de 1 010 442 actions d'une valeur nominale de 2 euros.

Il n'existe aucun instrument financier dilutif au 31 décembre 2025, ni aucune délégation en cours de validité.

4.10.1 Analyse de la variation des capitaux propres du Groupe

(en milliers d'euros)	Capital	Prime	Réserve légale	Réserve facultative	Réserves consolidées et R.A.N.	Résultat exercice	Subv. Investissement	Total capitaux propres
Clôture au 31 décembre 2024	2 021	-	202	837	6 986	303	237	10 586
Affectation du résultat de la mère				245		-245		0
Affectation du solde					58	-58		0
Subvention Investissement (1)							-41	-41
Résultat du groupe						-1116		-1116
Clôture au 31 décembre 2025	2 021	0	202	1 082	7 044	-1 116	196	9 429

(1) Dans le cadre du plan de relance de l'Economie, la société Novatech Technologies a défendu un projet d'investissement sur 30 mois de 2,7M€ et bénéficie d'une subvention de 800 K€ pour soutenir ces investissements. Cette aide de l'État a été versée pour moitié le 28 juillet 2021 le solde étant prévu au terme du programme en octobre 2023.

Le déploiement des projets ne s'est pas réalisé dans les délais prévus. Ce qui a conduit BPI France à remettre en cause l'attribution de la subvention.

La société a effectué un premier remboursement le 3 novembre 2025 pour un montant de 204 795€ et a demandé à conserver la quote part relative au projet réalisé.

BPI France a refusé en début d'année 2026, ce qui a obligé Novatech Technologies à rembourser le solde de 195 205€ au cours du mois d'avril 2026.

4.10.2 Analyse de la variation des capitaux propres du Groupe

A la date d'arrêté des comptes, aucun instrument financier lié au capital n'avait été créé.

4.11 Analyse de la variation des intérêts minoritaires

(en milliers d'€uros)	Réserves	Résultats	Totaux
Clôture au 31 décembre 2024	972	11	983
Affectation du Résultat	11	-11	-
Résultat	0	-127	-127
Clôture au 31 décembre 2025	983	-127	856

4.12 Résultat net par action

(en €uros)	31/12/2025 12 mois	31/12/2024 12 mois
Avant dilution :		
Résultat courant par action	-1,11	0.39
<i>Résultat net par action</i>	-1,23	0.31

4.13 Provisions

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2025
Provision pour garantie client	1	0	1	0
Provision pour litiges	146	125	0	271
Indemnités de fin de carrière	1 201	62	0	1263
TOTAL	1 348	187	1	1 534

4.14 Dettes financières

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Emprunts auprès des établissements de Crédit (1)	989	2 802
Dettes Financières diverses	0	0
Crédit-bail	1159	747
Concours Bancaires	5	4
TOTAL	2 153	3 553

(1) Pour rappel, afin de faire face aux conséquences financières de la crise sanitaire de la Covid-19, la société Novatech Industries a souscrit 3 emprunts de 800 k€ ; la société Novatech Technologies a souscrit 3 emprunts de 1 200 k€ ; le tout au titre du « Prêt Garanti par l'Etat » auprès de ces partenaires financiers (BPGO, CIC Ouest, BPI France)

Conformément à la décision des conseils d'administration du 25 février 2021, ils feront l'objet d'un remboursement sur 5 ans avec un différé de 1 an, soit un remboursement du capital en 48 mensualités à partir de mai 2022 et un paiement à partir de mai 2021 des intérêts et frais de garantis.

Les souscriptions et remboursements de l'exercice sont détaillés ci-dessous.

	01/01/2025	Souscriptions	Remboursements	31/12/2025
Financements CICE	0	0	0	0
Emprunt immobilier	14	0	14	0
Emprunts BPO	264	0	239	25
Emprunt BPI	120	0	120	0
Emprunts PGE	2 180	0	1 508	672
Crédit bail	747	626	209	1164
Emprunt CIC	224	139	75	288
Intérêts courus	0	0	0	0
Total	3 549	765	2 165	2 149

Le Groupe NOVATECH INDUSTRIES bénéficie d'un contrat d'affacturage conclu avec FactoFrance depuis août 2012.

Les flux du contrat à la clôture de l'exercice sont :

(en milliers d'€uros)	31/12/2025	31/12/2024
Créances clients cédées en affacturage en diminution du poste client	3 630	5 159
Retenue de Garantie	410	462
Réserve de Financement	105	599

Les commissions versées au factor au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 se sont élevées à 148 781 euros contre 252 044 euros en N-1. Les commissions sont enregistrées au niveau du résultat d'exploitation pour 51 396 euros (53 576 euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024) et au niveau du résultat financier pour 97 385 euros (198 468 euros au 31 décembre 2025).

Le groupe a également souscrit au cours de l'exercice un contrat d'assurance-crédit auprès de la société CREDENDO comme précisé au paragraphe 3.2.4.

La prime d'assurance comptabilisée dans les charges d'exploitation s'est élevée à 120 391 euros.

4.15 Etat des échéances des dettes

(en milliers d'€uros)	TOTAL	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de Crédit	986	776	210	0
Dettes Financières diverses	0	0	-	-
Crédit bail	1164	247	822	96
Concours Bancaires et Daily	4	4	-	-
Dettes Fournisseurs	11 436	11 436	-	-
Dettes Fiscales et Sociales	3 732	3 732	-	-
Dettes sur Immobilisations	7	7	-	-
Autres Dettes	21 748	21 748	-	-
TOTAL	39 077	37 950	1 032	96

4.16 Autres Dettes et Comptes de Régularisation

(en milliers d'€uros)	31/12/2025	31/12/2024
Avances, acomptes reçus sur commandes	16 459	25 191
Dettes fiscales et sociales	3 732	3 384
Dettes sur immobilisations	7	7
Autres dettes	4 241	23
Produits constatés d'avance	1 047	498
TOTAL	25 486	29 103

4.17 Autres dettes

(en milliers d'€uros)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes sur immobilisations	7	7
Divers Charges à Payer	-	-
Clients Avances et acomptes (1)	16 459	23
Clients, avoirs à établir	4 241	25 191
Produits constatés d'avance	1 047	498
TOTAL	21 754	25 719

- (1) Les acomptes perçus correspondent pour les marchés de la défense, à des jalons de facturation effectués en début d'affaire pour approvisionner la matière première nécessaires à la fabrication de l'intégralité des produits.
Ils sont ensuite déduits lors de la facturation au moment de la livraison des matériels.

5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT
5.1. Chiffre d'Affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe est composé quasi exclusivement de la commercialisation des solutions et produits à base d'électronique (cartes, systèmes complexes...) qu'il fabrique.

Le chiffre d'affaires est reconnu sur l'exercice, s'il est certain dans son principe et son montant acquis à l'exercice ; ainsi, les ventes de produits finis sont comptabilisées à la date de transfert de propriété selon l'incoterm retenu.

De manière encore marginale, le chiffre d'affaires comprend également des revenus issus de prestations de bureau d'études et de conception. Ces prestations sont enregistrées en résultat au fur et à mesure de leur avancement.

(en milliers d'€uros)	31/12/2025	31/12/2024
Ventes de marchandises	0	
Ventes de produits finis et intermédiaires	65 471	58 646
Prestations de services	3 974	4 745
TOTAL	69 445	63 391
France	67 062	61 197
Europe	2 370	2 127
Export	13	68
TOTAL	69 445	63 392

5.2. Autres produits d'exploitation

(en milliers d'€uros)	31/12/2025	31/12/2024
Production stockée	- 2 096	2 125
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises amortissements & provisions	81	230
Gains de Change	79	-
Produits des cessions d'immob.	113	-
Autres Produits divers	6	24
TOTAL	-1 817	2 379

5.3. Achats et charges externes

(en milliers d'€uros)	31/12/2025	31/12/2024
Achats de matières premières	36 312	39 321
Variation de stocks matières premières	7 861	1 493
Achats et charges externes	44 173	40 814

5.4. Frais de personnel

(en milliers d'€uros)	31/12/2025	31/12/2024
Salaires	12 342	11 971
Cotisations sociales	4 013	3 801
Participation des salariés	-	-
Accord d'Intéressement	-	-
TOTAL	16 355	15 772

La masse salariale connaît une croissance maîtrisée liée à la variation d'activité.
Elle représente 23.55 % du chiffre d'affaires en 2025, contre 24,8 % en 2024.

5.5. Dotations aux amortissements et aux provisions

(en milliers d'€uros)	31/12/2025	31/12/2024
Dotations aux amortissements sur Immobilisations	1 084	1 164
Dépréciations sur actif circulant	381	188
Dotations aux provisions	108	23
TOTAL	1 573	1 375

5.6. Analyse du résultat financier

(en milliers d'€uros)	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS FINANCIERS		
Intérêts et Produits assimilés	11	9
Reprises de provisions	0	-
CHARGES FINANCIERES		
Dotations financières amortissements provisions	0	-269
Intérêts et Charges assimilés	-163	-
Provisions	-	-
TOTAL	-152	-260

5.7. Analyse du résultat exceptionnel

(en milliers d'€uros)	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Reprise Provisions	-	-
Divers	-	-
Quote-part Subventions	0	71
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Dotations provisions	-125	-146
Divers	-	-
TOTAL	-125	-75

5.8. Impôts
5.8.1 Ventilation de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Impôt exigible, provision impôt société	0	-23
Impôt différé	0	16
TOTAL	0	-7

5.8.2 Ventilation des impôts différés

Variation des impôts différés	31/12/2025	31/12/2024
Impôts différés	-	-
<i>Report déficitaire</i>		
<i>Différence temporaire</i>	0	16
<i>Impôts sur reports déficitaires non activés N-1</i>		

5.8.3 Rapprochement entre l'impôt effectif et l'impôt théorique

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Résultat avant impôt	-1 118	383
Amortissement écart acquisition		-
Résultat non fiscalisé		
Résultat avant impôt fiscalisé	-1 118	383
Taux d'impôt théorique	25%	25%
Impôt théorique	-279	96
Impact des charges ou produits définitivement non déductibles ou non imposables		14
Impact des divergences temporaires sociales et consolidées		-32
Impôts différés actifs		
Impact des actifs d'impôts différés non comptabilisés	279	-61
Impact des reports déficitaire non activés		
Impact des crédits d'impôts		23
Impôt Société		
Impact des reports déficitaire non activés sur N-1		
Impact des différences de taux d'imposition avec la mère		
Impact de l'effet de la variation des taux d'imposition entre N et N-1		
Impact des changements de méthode comptable et corrections d'erreurs		
Impôt effectif	0	7
Impôt comptabilisé	0	7
Ecart		-

6. AUTRES INFORMATIONS**6.1. Informations par zones géographiques**

L'activité de l'entreprise est aujourd'hui constituée de prestations globales dont la nature ne permet pas à ce jour de distinguer des activités sectorielles opérant sur des marchés ou dans des conditions économiques différentes de l'entreprise elle-même.

6.2. Risques de taux et de change

Le groupe est exposé au risque de taux et utilise dans la gestion de sa trésorerie ou de sa dette des produits dérivés.

Les instruments de couverture à terme utilisés permettent de partiellement sécuriser le taux de conversion en USD des dettes fournisseurs dans cette devise.

A la clôture de l'exercice 2025 est en place avec le CIC Ouest :

Une suite de barrières activantes à échéance chaque quinzaine est en place.
Il s'agit de la continuité du processus engagé en 2024.

A la clôture du 31 décembre 2025, il demeure 22 échéances en attente de dénouement étalées sur l'année 2026, pour un nominal de 50 000 ou 100 000 USD.

6.3. Engagements hors bilan*6.3.1 Garanties apportées partenaires financiers*

Dans le cadre du plan d'investissement il a été apporté les garanties suivantes en contrepartie des prêts obtenus :

Novatech Industries :

- Nantissement de rang 1 du fonds de commerce de Novatech Industries à hauteur de 50 % des prêts cumulés de 1 520 000 euros (bénéficiaire BPO).
Garantie apportée par le Fonds Européen d'Investissement pour le solde

Novatech Technologies :

- Nantissement de rang 1 du fonds de commerce de Novatech Industries à hauteur de 50 % des prêts cumulés de 980 000 euros (bénéficiaire BPO).
Garantie apportée par le Fonds Européen d'Investissement pour le solde
- Nantissement des matériels financés à hauteur de 100 % des prêts de 1 186 957 euros (bénéficiaire BPI France).

6.4. Rémunération des organes de direction

La rémunération des membres des organes de direction ne peut être indiquée, car elle ne concerne qu'une personne.

Les membres des organes d'administration de la société consolidante ont perçu 12 000 euros de rémunération des administrateurs au cours de l'exercice.

Il n'existe aucun engagement complémentaire au bénéfice des membres des organes de direction du groupe.

6.5. Honoraires des Commissaires aux Comptes

Le montant des honoraires des Commissaires aux Comptes au titre du contrôle légal des comptes s'élève à 112 240 € pour l'exercice 2025.

6.6. Effectifs

	31/12/2025	31/12/2024
Cadres	68	65
Non cadres	308	302
Total	376	367

Ce tableau des effectifs reprend l'effectif moyen employé et mis à disposition au cours de la période.